

Annexe : Réponse détaillée à l'avis de l'Autorité environnementale sur le schéma régional des carrières (SRC) de Bretagne

L'avis de l'Autorité environnementale est composé d'un avis de synthèse et d'un avis détaillé. Il examine le SRC (résumé, rapport et annexes) et son rapport d'évaluation environnementale.

Les réponses suivent la trame de l'avis de synthèse et apportent des précisions par rapport à l'avis détaillé.

Principalement, l'Autorité environnementale réinterroge les scénarios retenus pour les approvisionnements en granulats et recommande de :

- *« consolider l'évaluation environnementale en matière de justification des choix,*
- *réviser les scénarios retenus pour les granulats de roches massives en faisant un choix moins défavorable pour l'environnement, par exemple en engageant une approche territorialisée dans le SRC,*
- *hiérarchiser les réponses apportées par les scénarios sur les granulats de roches meubles et d'engager un processus de sortie de la dépendance aux ressources marines. »*

Le choix des scénarios retenus est issu d'un processus de concertation. Le rapport d'évaluation environnementale du SRC présente une analyse indépendante.

Ces scénarios se concentrent sur le sujet des granulats (90% des productions de carrières en Bretagne) pour adopter une stratégie de réponse à la demande évaluée en construction pour les années à venir, et dissocient les granulats de roches massives des granulats de roches meubles. Le scénario critique, scénario 0, est examiné en premier lieu dans chaque cas : il correspond au cas où aucun renouvellement/création/extension de carrières n'est accepté.

Dans les deux cas, les carrières étant autorisées pour 30 ans maximum, une fois un certain nombre d'échéances atteintes (seuil de 2026-2027 pour les carrières de granulats de roches massives, et seuil déficitaire dépassé depuis un certain nombre d'années pour les sables), les situations ne permettent plus un approvisionnement en granulats et nécessitent d'explorer d'autres scénarios.

Pour clarifier la note en bas de page 5 de l'avis détaillé, qui indique que la terminologie de « scénario de référence » du SRC diffère de celle du code de l'environnement : ces scénarios sont analysés en termes de réponses aux enjeux du SRC par rapport à la situation actuelle avec les schémas départementaux des carrières, assimilable au « scénario de référence » tel que défini à l'article R.122-5 du code de l'environnement, sous forme de tableaux type multi-critères et textes associés dans le rapport du SRC et le rapport d'évaluation environnementale p102 à 103. Ces tableaux proposent un jeu de couleurs pour exprimer une évaluation de la réponse aux enjeux de chaque scénario. Ce jeu de couleurs n'est pas le seul élément à prendre en compte pour juger de ce qui a présidé aux choix de scénarios d'approvisionnement, se voulant par essence simplifiant. La partie 4 de la présente réponse reprend l'explication du choix du scénario retenu pour chaque type de roche. L'objectif de la moindre atteinte à l'environnement a été porté dans le processus et le débat, dans l'analyse de chacun de ces scénarios.

Les scénarios de référence retenus pour le SRC pour les 12 prochaines années sont ainsi issus d'un processus de décision en comité de pilotage et d'un arbitrage collectif. Le rapport d'évaluation environnementale a intégré tous les paramètres qui ont présidé aux choix faisant effectivement la synthèse d'enjeux environnementaux, mais également d'enjeux sociaux et économiques. Le schéma régional des carrières de Bretagne vise

également une gestion durable de la ressource, la préservation du patrimoine naturel et culturel, la préservation de la santé et du cadre de vie, et une remise en état et un réaménagement des carrières s'inscrivant dans le développement durable.

1. Le contexte du SRC

L'avis de synthèse de l'autorité environnementale résume en introduction la situation bretonne en ces termes :

« Elle est exportatrice pour la production de roches ornementales et de construction, et à usage industriel mais importe des granulats issus de roches meubles et des matériaux carbonatés, les flux annuels entrants et sortants étant chacun de l'ordre de 1 million de tonnes. »

Cette situation est due aux caractéristiques des sols du Massif armoricain nécessitant un usage agricole de matériaux carbonatés, mais également due à une quasi-absence, à l'état naturel, de ressources accessibles en sables roulés.

L'état des lieux présenté dans le SRC fait état en effet d'une **situation quasiment autosuffisante sur les granulats issus de roches massives à l'horizon 2026-2027** compte tenu des échéances d'autorisation des carrières qui sont au maximum de 30 ans (une correction est proposée au chiffre figurant dans l'avis de l'Autorité environnementale : la production est évaluée à 20,240 Mt et non 24 Mt en 2012), avec des carrières réparties sur tout le territoire ce qui permet des transports de proximité pour les chantiers.

La discordance soulevée par l'Ae sur le nombre de carrières en Bretagne est liée aux sources de données : les chiffres de 2014 (195 carrières) sont issus d'un traitement des données de la DREAL par la Cellule économique de Bretagne, les chiffres de 2017 (212 carrières) sont issues d'un traitement des données du BRGM (siège) croisées avec les données de la DREAL par le BRGM de Bretagne, pouvant intégrer des carrières qui ne sont plus en activité mais dont l'autorisation d'exploiter est encore effective.

Sur les granulats issus de roches meubles, précisément les sables, une situation de pénurie perdure depuis des années. Les sablières restantes ne sont plus qu'en Ile-et-Vilaine et en Morbihan : la ressource est inégalement répartie sur le territoire. Ces sablières, dont la production est évaluée en 2012 à 1,9Mt, ne suffisent pas à répondre à la demande et ont des échéances d'exploitation qui arrivent à leur terme. Des compléments sont apportés du milieu marin des Pays-de-Loire (1,12 Mt en 2012), et du milieu terrestre des régions voisines (à hauteur de 0,5 Mt), et des sables concassés de roches massives (à hauteur de 3,83 Mt en 2012).

Par ailleurs, **il n'y a plus de carrières de matériaux carbonatés** en Bretagne, des extractions marines de sables coquilliers et des importations des régions voisines sont aussi pratiquées.

Compte tenu des besoins identifiés dans le schéma au vu de l'évolution démographique et du dynamisme territorial, en particulier en sables pour le béton et matériaux carbonatés pour l'agriculture, la Bretagne est en situation de dépendance forte pour ces matériaux, ce qui amène à rechercher des solutions d'approvisionnement.

2. Les enjeux

« Pour l'Ae, les principaux enjeux environnementaux du SRC sont la sobriété dans le recours aux ressources minérales, non renouvelables, et leur réemploi ou recyclage, les fonds marins, les continuités écologiques, la qualité des eaux de surface et souterraines, et les aménités du voisinage (qualité de l'air, bruit, qualité du paysage). »

Il est pris note des enjeux principaux retenus par l'autorité environnementale.

Il convient d'indiquer que le SRC, dans ses fondements, prend en compte les enjeux environnementaux, croisés avec les autres enjeux, et pose plus largement la question des approvisionnements du territoire en ressources minérales de carrières dans une logique de développement durable.

Le SRC breton propose en conséquence 5 enjeux principaux qui intègrent outre les enjeux environnementaux, la dimension relative à l'approvisionnement et à l'accès à la ressource de manière durable et économe :

enjeu 1 : des territoires approvisionnés de manière durable

enjeu 2 : une gestion durable et économe de la ressource (6 orientations au total)

enjeu 3 : un patrimoine naturel et culturel préservé

enjeu 4 : la santé et le cadre de vie préservé

enjeu 5 : une remise en état et un réaménagement des carrières s'inscrivant dans le développement durable.

Des orientations sont définies pour chaque enjeu et font l'objet de fiches dans le rapport, précisant les mesures à mettre en œuvre pour s'inscrire dans ces orientations. Des indicateurs de suivis sont définis dans le SRC, sur les 5 enjeux du SRC, intégrant ceux issus de l'évaluation environnementale.

Lors de l'évaluation à mi-parcours, les retours d'expérience et les indicateurs permettront d'évaluer les points d'amélioration à porter dans le SRC.

Sur la question sensible des fonds marins, au vu de la demande bretonne encore réelle, le SRC ne statue pas sur les conditions de leur exploitation puisque c'est le Document d'Orientation et de Gestion des Granulats Marins (DOGGM), annexé au Document stratégique de Façade, qui organise l'activité d'extraction en mer. Le SRC fait état des déficits et besoins en sables roulés (exploités exclusivement en dehors de la région) et coquilliers (exploités sur la côte Nord), en se basant sur les quantités actuellement exploitées et les perspectives de demandes, liés, pour les sables roulés, à la prospective soit d'une Bretagne où la population continue à augmenter sur les secteurs aujourd'hui attractifs (scénario tendanciel), soit à une Bretagne où cette population se développe de façon équilibrée sur les grands pôles urbains (scénario polarisé), répartis sur tout le territoire. Les pressions induites par l'exploitation marine dans et hors la région sont développées dans le SRC au chapitre « Les pressions induites par les exploitations marines ».

3. Portée du SRC et évaluation de la prise en compte de l'environnement

« L'évaluation environnementale a bien été intégrée au processus d'élaboration du SRC, mais les deux documents sont limités dans la prise en compte effective de l'environnement, ce qui motive plusieurs recommandations de l'Ae.

La plus-value du SRC tient principalement en un partage d'objectifs qui ne dénie pas les enjeux environnementaux, et en incitations à la mise en œuvre de bonnes pratiques, sans garantie de leur effectivité.

En effet, il affiche clairement ne pas porter d'interdiction stricte, ni imposer de compléments ou d'approche restrictive aux dispositions législatives ou réglementaires, ce qui lui confère une faible portée d'encadrement et limite son utilité. Les niveaux de sensibilités environnementales qu'il identifie sont discutables, et de plus les orientations et mesures qui leur sont applicables ne sont pas clairement différenciées.

L'Ae recommande de :

(...)

-prendre en compte la sensibilité environnementale et la tension sur la ressource pour proportionner les orientations et mesures du SRC, et notamment pour édicter des prescriptions ou des interdictions »

Il est pris note de l'évaluation d'une « *prise en compte effective limitée de l'environnement* ».

3.1 Sur le caractère prescriptif du SRC

Les SRC n'ont en effet dans leur fondement juridique pas vocation à proposer des restrictions supplémentaires par rapport aux interdictions déjà existantes. L'instruction ministérielle du 4 août 2017 citée par l'avis de l'Autorité environnementale en note de bas de page, page 20, sur les schémas régionaux des carrières indique en effet qu'« un gisement est potentiellement exploitable lorsque la valorisation de la ressource qui le compose est possible au regard : de l'occupation des sols qui ne permet pas l'accès à la ressource (centre urbain, zone d'activités, infrastructures et leurs annexes (autoroutes, voies ferrées...)) ; des enjeux réglementaires qui imposent une interdiction d'exploiter les ressources (lits mineurs des cours d'eau, arrêtés de protection de biotope....) ». **En application de cette instruction, tout secteur qui n'est pas interdit au titre d'une autre réglementation est donc bien potentiellement exploitable.**

Ainsi, dans le SRC breton, l'identification de gisements potentiellement exploitables (GPE) à partir des gisements techniquement exploitables (GTE) est directement corrélée à la sensibilité environnementale de certains espaces (cf point suivant) et aux objectifs du schéma régional des carrières tels que détaillés dans la partie « les territoires sensibles compte tenu de la qualité et de la fragilité de l'environnement ».

3.2 Sur la prise en compte effective de l'environnement

Trois types de zones de sensibilité environnementale ont été identifiés dans le SRC : les zones de sensibilité majeure (où l'activité de carrière est interdite sauf cas dérogatoire obtenu par l'autorité administrative compétente, sous réserve d'absence d'effets négatifs notables sur la sensibilité considérée), les zones de sensibilité forte (où l'activité de carrière reste exceptionnelle sous réserve d'absence d'effets négatifs notables sur la sensibilité considérée) et les zones de sensibilité reconnue (où l'autorisation de l'activité de carrière est possible sous réserve que les effets négatifs sur la sensibilité considérée soient compensés).

La sensibilité de ces zones de sensibilité est proportionnée aux exigences réglementaires des zonages déjà reconnus (ZNIEFF, périmètres protégés d'eau potable, monuments historiques...). Elles sont listées sous forme de tableaux et cartographiées au titre de la biodiversité et du paysage dans le rapport du SRC. Toutes n'ont pu être cartographiées (cf. remarque de l'avis page 12) compte tenu de la sensibilité de leur publication (par exemple les périmètres de captages d'eau potable) ou de leur échelle non adaptée à une représentation régionale.

À partir de ces données d'entrée, et des scénarios de référence définis (commentés au point suivant), le rapport du SRC développe ensuite les orientations et mesures de mise en œuvre. Ces mesures (67) s'appliquent soit aux documents d'urbanisme, soit aux dossiers de demandes, soit aux futures autorisations de carrières, soit à d'autres partenaires.

Suite donnée aux recommandations de l'Ae : dans la mesure où certaines zones de sensibilité ne sont identifiées que dans le corps du texte du rapport du SRC, sans être reprises dans les orientations et mesures, il est proposé de créer une nouvelle mesure 0 « chapeau » disposant d'intégrer les sensibilités environnementales et les exigences du SRC corrélées à leurs degrés à tout niveau de réflexion du dossier et à tout moment de la vie de la carrière. Cette mesure est ajoutée à chaque fiche – orientation traitant de la gestion de la ressource et de la prise en compte du patrimoine naturel et culturel . Elle revêt donc une importance supérieure par rapport aux autres.

3.3 Sur la plus-value du SRC par rapport à l'environnement en dehors de la définition des sensibilités

Le SRC garantit un champ large de prise en compte de l'environnement compte tenu de l'exhaustivité des mesures couvrant toutes les dimensions environnementales et de la nécessaire « compatibilité » des autorisations de carrières et « prise en compte » par les documents d'urbanisme. Il va plus loin que la législation dans la prise en compte de l'après-carrière, de l'association des populations, de prise en compte territoriale de la carrière, il définit des mesures propres aux collectivités et des ambitions en matière de connaissance, il réaffirme les conditions d'utilisation des déchets inertes en remblaiement de carrières. Enfin, il intègre la séquence Éviter, Réduire, Compenser, y compris pour les milieux agricoles et forestiers.

Lors de l'évaluation à mi-parcours du SRC, la mise en œuvre du SRC et de sa portée effective sera examinée pour apporter des améliorations sur la prise en compte de l'environnement, l'économie circulaire et la territorialisation en l'état des connaissances acquises et à l'issue de la publication du Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGD).

Nota:

– l'avis détaillé de l'Autorité environnementale indique en page 11 que le SRC doit comporter une évaluation d'incidences Natura 2000 : elle figure bien dans le rapport d'évaluation environnementale joint au dossier (page 125). L'absence de territorialisation ne permet pas de cibler des sites Natura 2000 potentiellement impactés, ni de préciser les habitats et espèces concernés par de nouvelles carrières. Le rapport environnemental analyse les impacts sur les sites Natura 2000 qui sont concernés par une carrière actuellement. Pour le cas de création de nouvelles carrières en sites Natura 2000, zones de sensibilité forte dans le SRC, l'objectif d'absence d'effets significatifs sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire s'applique aux études d'impacts des dossiers de demandes et aux évaluations d'incidences.

L'avis détaillé de l'Autorité environnementale indique (page 13) le manquement de vérification de la compatibilité du SRC avec les SAGEs.

Suite donnée aux recommandations de l'Ae : L'analyse des SAGEs avait été faite sans être effectivement notifiée dans le rapport d'évaluation environnementale. Elle est désormais présentée dans cette réponse, dans une version ayant fait l'objet d'une vérification par les 4 DDTM, consultées courant juin 2019.

Le rapport du SRC, chapitre « L'eau et les milieux aquatiques », fait état par ailleurs des chapitres des SDAGEs qui peuvent être en lien avec les activités de carrières pour lesquels des SAGEs peuvent imposer des restrictions. Les mesures de l'orientation 3.2 « assurer la compatibilité avec le SDAGE et les SAGEs » avaient été rédigées en conséquence dès l'origine.

4. Les scénarios retenus pour les approvisionnements en granulats :

4.1 Les scénarios d'approvisionnement en granulats de roches massives :

Le scénario 0 (pas de création/renouvellement/extension de carrières), comme vu précédemment est tenable à court terme mais posera question rapidement (2026-2027) compte tenu des échéances d'autorisations de carrières qui arriveront à leur terme – ce scénario est un indicateur mais n'est pas à retenir pour le long terme. Il fait émerger la question de l'anticipation de 2026-2027, si aucun renouvellement/création/extension de carrières n'est autorisé d'ici là, et les réponses pouvant y être apportées.

Le scénario 1 (priorité aux renouvellements/extensions de carrières) a bien été évoqué en groupe de travail, cela posait la question de l'adaptation et de la qualité de l'offre de matériaux sur le territoire, et aussi de la qualité et du positionnement des carrières, qui sont pour la plupart anciennes. Prioriser le renouvellement aurait orienté le choix de conserver des carrières. Les membres du COPIL ont préféré se garder la possibilité de réorganiser/optimiser l'offre en fonction des qualités de gisements potentiellement exploitables et des projets de territoire dans des conditions environnementales soutenables.

Le scénario 2 (au fil de l'eau = au cas par cas sous réserve de compatibilité avec les orientations et mesures SRC) pourrait effectivement ne pas garantir une gestion durable et économe de la ressource si un développement de nouvelles carrières sans contrôle était opéré. C'est pourquoi l'analyse théorique simplifiée des effets potentiels sur l'environnement de ce scénario a été jugée par le COPIL plus sévèrement que d'autres. Or, ce scénario a tout de même collectivement été retenu en raison de l'argumentaire suivant :

- depuis 2003 il n'y a quasiment pas eu de nouvelles carrières de roches massives et aucun projet d'ouverture stricte n'est connu à court terme en Bretagne. Le bilan à mi-parcours du SRC pourra ainsi confirmer cette rationalisation de l'offre par rapport à la demande et à la dynamique territoriale.
- sur les granulats « classiques » et hormis les effets de frontières avec les régions voisines, on reste sur une adéquation de la ressource issue de roche massive aux besoins en Bretagne,
- ce scénario intègre les 5 enjeux du SRC selon le même niveau de priorité, et notamment celui des sensibilités environnementales et des mesures associées, qui donnent des garanties de prise en compte de l'environnement dans toutes ses composantes et du développement durable.

En revanche l'effort sur l'utilisation et la promotion des ressources secondaires issues du recyclage (cf. partie 5) devra sans doute être réévalué et progresser à l'issue de l'étude spécifique qui sera lancée en 2020. Cela sera un point fort de l'examen à mi-parcours du SRC, fort de l'approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), qui manquait pour le moment à l'analyse, l'ambition régionale sur les déchets devant aboutir en 2020.

Pour le scénario 3 (territorialisé), il n'a pas abouti. Effectivement, c'est un projet ambitieux qui a été souhaité et évoqué pendant 2 ans en COPIL. Mais ce scénario nécessite:

- une volonté de tous les acteurs,
- des données fiables, suivies dans le temps et partagées par les professionnels et avec les acteurs locaux.

Ce scénario pose aussi des questions de méthode qui n'ont pas été tranchées malgré de nombreux débats, et avec le souhait de faire aboutir l'élaboration du SRC après 5 ans de travaux. Il nécessite de mettre au débat le découpage territorial retenu : les pays, la zone d'emploi, l'EPCI, le bassin de vie, et de se poser collectivement les questions d'aménagement de ces territoires et en conséquence de faire le choix de privilégier l'ouverture de carrières à certains endroits plus proches des zones urbanisées, et à fermer ou ne pas renouveler les carrières en zone rurale. Les acteurs bretons du comité de pilotage n'étaient pas enclins pour des raisons de politique territoriale à aller vers ce choix à ce stade.

Suite donnée aux recommandations de l'Ae : ainsi le choix du scénario 2 (au fil de l'eau) est proposé d'être maintenu pour les approvisionnements en granulats de roches massives, ce qui n'exclut pas, pour le SRC breton et aussi le SRADDET (schéma régional d'aménagement et d'égalité des territoires), que l'on aille vers une ambition plus « territorialisée » dès l'évaluation à mi-parcours du SRC. On pourra s'appuyer pour cela de la réflexion initiée en COPIL du SRC en 2015 et 2016. L'idée sera de travailler, à une échelle territoriale adaptée, à l'adéquation de la ressource, des besoins et des sensibilités environnementales, et que ces éléments soient bien pris en compte dans les documents d'urbanisme. Cette question sera de nouveau à soulever dans les futurs

COPIL en phase d'exécution du SRC, lorsque notamment les données des territoires seront jugées suffisantes. De même, la question de la prise en compte du SRC dans les documents d'urbanisme est un axe de travail important de la mise en œuvre du SRC et un chantier prioritaire à aborder pour la DREAL.

4.2 Les scénarios d'approvisionnement en granulats de roches meubles (sables) :

L'Autorité environnementale préconise de hiérarchiser les scénarios explicités ci-après et de privilégier le scénario 2 (le plus satisfaisant d'un point de vue environnemental) et de sortir du scénario 4, de la dépendance des ressources marines.

Le scénario 0 (pas de création/extension/renouvellement de carrières) n'est pas tenable pour la région et ne ferait que renforcer la situation de déficit régional, compensée par des sables issus du concassage de roches massives, des sables extraits des fonds marins, et des imports des Pays de la Loire.

Le scénario 1 (exploiter les ressources terrestres régionales d'alluvions et sables rouges) est un scénario qui a été examiné avec le BRGM qui a fait un zoom sur la question (cf. annexe 10 du SRC). Les gisements techniquement exploitables sont de faible épaisseur, inégalement répartis sur le territoire, soit en anciennes vallées alluvionnaires, soit d'anciennes dunes essentiellement en Ille-et-Vilaine et Morbihan, et très souvent en zones sensibles (captages d'eau potable, zones humides, lits majeurs ou zones d'expansion de crues), zones d'intérêt agricole ou proche de l'urbanisation (bassin de Rennes).

Le scénario 2 (développer les sables issus du concassage des roches massives) est un scénario qui est de fait déjà pratiqué (à hauteur de 3,8 Mt en 2012), en particulier dans les départements qui n'ont plus de sablières (Côtes d'Armor et Finistère), mais qui pose aussi des contraintes environnementales (bruit, poussières, énergie, qualité des rejets) et d'acceptation dans les territoires. Par ailleurs, les professionnels confirment, en fonction des ouvrages à réaliser, un besoin de disposer de sables roulés naturels, pour répondre aux exigences techniques, même si la part issue du concassage augmente.

Le scénario 3 (importer des sables roulés des régions limitrophes), déjà pratiqué de fait par les territoires à l'Est de la Bretagne, reporte le sujet sur les régions voisines, en particulier les Pays de la Loire qui ont des gisements plus importants mais sont aussi confrontés à des sensibilités environnementales (captages d'eau potable, zones humides, lits majeurs ou zones d'expansion de crues), zones d'intérêt agricole ou proches de l'urbanisation.

Le scénario 4 (exploiter les ressources marines) est aussi pratiqué dans les secteurs près des ports de déchargement (Brest, Quimper, Lorient), à hauteur d'1 Mt/an environ. Ce scénario pose la question de la maîtrise des impacts sur le milieu marin (biologiques, trait de côte, interactions avec les autres usages dont la pêche) et des capacités de résilience de ces milieux. Le Document d'Orientation sur la Gestion des Granulats Marins (DOGGM) fournit des éléments d'appréciation de l'activité et organise celle-ci en prenant en compte les exigences environnementales et d'usages sur la façade maritime Nord Atlantique Manche Ouest.

Au regard des spécificités régionales, l'avis de l'AE a noté qu'il apparaît naturel de privilégier les ressources de sables issus de roches massives, plus abondantes que celles de roches meubles, ce qui est indiqué en effet dans le SRC. Il convient aussi de considérer les gisements terrestres de sables roulés (alluvions et sables rouges), même si les gisements ne sont pas *a priori* importants, cette ressource restant nécessaire pour la confection des bétons. Une telle hiérarchisation a donc été proposée aux membres du comité de pilotage.

Les efforts d'emplois de sables issus du concassage de roches massives et d'obtention de matériaux de qualité équivalente aux sables roulés seront à amplifier au vu du déficit en sables roulés naturels.

Pour autant, les représentants de la profession et les COPIL n'ont pas voulu que soit retenue *in fine* cette hiérarchisation itérative entre les scénarios 1 à 4 avec deux arguments principaux :

- satisfaire aux usages d'un point de vue qualitatif,
- considérer les ressources en sables issus de régions voisines et d'extractions marines en fonction de leur proximité (rayon de 30 km par rapport aux besoins), ce qui explique le recours aux matériaux des régions en Pays de Loire et Normandie.

En tout état de cause, il ne s'agit pas de reporter par principe les responsabilités et nuisances éventuelles sur les autres régions et d'augmenter l'impact transport : la recherche et la mobilisation de ressources régionales demeurent un objectif du schéma breton, de même qu'une adaptation ou une évolution des besoins à la ressource exploitée, traduites en termes d'orientations et de mesures associées à l'enjeu 2 « une gestion durable et économe de la ressource ».

Suite donnée aux recommandations de l'Ae : ainsi, à l'exception du scénario 0, là encore rédhibitoire, **aucun scénario n'a été considéré comme ni exclusif ni exclu car dépendant de besoins sur l'ensemble de la Région bretonne pour une quantité restant importante aujourd'hui et correspondant à la situation historique de la Bretagne qui présente des carrières et un fonctionnement économique répartis sur tout le territoire. Les quatre scénarios combinés entre eux sont donc maintenus. Selon les usages, les besoins et les secteurs géographiques, ils ont vocation à permettre l'approvisionnement satisfaisant de la Bretagne en granulats de roches meubles, en limitant toutefois l'emploi des sables naturels roulés aux usages pour lesquels ils ne sont pas substituables dans des conditions technico-économiques soutenables. A noter que des efforts d'emplois de sables issus du concassage de roches massives de substitution pour les bétons sont déjà effectifs et encore à entreprendre. Ce point est encore une source de progrès qu'il conviendra d'évaluer finement. L'utilisation de matériaux alternatifs au béton est une autre piste qui ne relève pour autant pas du contenu du schéma des carrières.**

Le SRC compte une orientation 2.1 « Gérer la pénurie de roches meubles terrestres ». Il est proposé d'y rajouter une sous-mesure 6-3, incitant les exploitants de carrières de roches massives à étudier l'opportunité technique et économique de produire du sable concassé rentrant dans la composition des bétons.

Ce choix de scénarios pour les granulats de roches massives et de roches meubles sera évalué à mi-parcours, en lien avec la mise en œuvre du DOGGM et du PRPGD.

5. L'ambition en faveur d'une gestion économe de la ressource

L'Autorité environnementale préconise de « renforcer les orientations et mesures du SRC pour corriger à la hausse la tendance concernant la production de granulats issus du recyclage, assurer le plein-emploi des excédents de carrière, et réduire la consommation de granulats par habitant, en visant au moins un retour dans la moyenne nationale ».

Sur ces points l'autorité environnementale regrette l'absence de données plus récentes (page 7 et 9 de l'avis détaillé).

Nota : Les 240 000t de granulats issus du recyclage en 2015 mentionnés page 7 sont issus d'une enquête de l'UNICEM, pas aussi exhaustive que celle de la CEB de 2012 qui évalue ce chiffre à 560 000t. L'enquête complémentaire réalisée en 2015 par la CEB, dont les résultats sont repris dans le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets évalue à 755 000t le volume de déchets et matériaux inertes recyclés en installations. Vu la variabilité, ces chiffres sont difficilement exploitables.

Comme indiqué au chapitre « quantification de la production » du rapport SRC, la production régionale de granulats, qui représente 6,6 % de la production nationale, place la Bretagne à la 4^e place des régions productrices de granulats en France en 2012. En 2016, compte tenu du nouveau découpage des régions, la Bretagne se place en 7^e région productrice de granulats.

Plusieurs explications peuvent être données à ce niveau élevé de production de granulats en Bretagne : densité du réseau routier, habitat diffus, une ressource abondante et bien répartie, un coût de granulats plus faible, un secteur de la construction dynamique du fait de l'attractivité du territoire et de l'activité de la région (nombreuses résidences secondaires).

Cette attractivité des territoires, plus marquée à l'est de la Bretagne qu'à l'ouest, est confirmée sur une publication plus récente des résultats du modèle Omphale de l'INSEE de juin 2017 (lien : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2868091#tableau-Figure_3). Selon les différentes hypothèses sur le taux de fécondité appliquées à la tendance centrale, la croissance annuelle moyenne de la population bretonne se situerait entre 0,3 et 0,7 % entre 2013 et 2050, ce qui sur la période 2010-2030 représenterait une augmentation de population entre 6 et 15 %. La fourchette haute de cette estimation de l'augmentation de la population rejoint le résultat sur l'évaluation d'augmentation de population présentée dans le SRC au chapitre « hypothèses d'évolution des besoins de granulats aux horizons 2020 et 2030 », si toutefois bien entendu les modes constructifs n'évoluent pas.

En ordre de grandeur la production de granulats comparée aux autres régions suit à peu près le niveau de dynamisme des régions (PIB).

Le ratio de granulats par habitant n'est pas forcément une variable de comparaison entre régions pertinente, il dépend aussi de la densité de population. Comme indiqué dans le SRC au chapitre « La production de granulats en France et par régions (2011) », des départements à faible densité de population ont un ratio supérieur à 10t/habitant (Aube, Ariège, Charente..), tandis que dans des zones où la population est plus concentrée le ratio est inférieur à 3t/habitant (région parisienne).

En revanche, la proportion des matériaux recyclés dans la production de granulats étant faible (2% en Bretagne vs 7% au plan national), des marges de progrès sont donc à rechercher pour une gestion économe de la ressource naturelle non renouvelable.

Au sein même des carrières, des progrès sont aussi à rechercher pour viser le plein emploi des gisements et diminuer les volumes d'excédents de carrières évalués de façon très approximative à 10 % de la production régionale ; la sous-mesure 6-2 est rédigée à cet effet.

Nota : l'avis détaillé de l'autorité environnementale fait état de l'hypothèse explorée dans le SRC d'un recyclage à 100 %. Cette hypothèse, très optimiste, a été explorée dans l'examen de l'adéquation de la ressource aux besoins au chapitre « identification des scénarios d'approvisionnement pour les 12 prochaines années ».

La logique a été de considérer cette adéquation en prenant en compte les gisements de déchets du BTP sortis de chantiers supposés stables pour les prochaines années (objectif de stabilisation des déchets produits), avec l'hypothèse d'un recyclage comme actuellement ou à 100 %, auxquels ont été ajoutés les capacités en carrières autorisées actuellement.

L'hypothèse très optimiste de recyclage de 100 % des déchets sortis de chantiers du BTP diminuerait le besoin en granulats issus de roches massives de l'ordre de 5,9Mt/an, volume important certes qui procure de la marge supplémentaire, mais qui n'empêche pas qu'à partir de 2030 les capacités de productions en ressources secondaires additionnées aux ressources primaires naturelles ne suffiront pas à répondre à la demande estimée entre 25,6 et 29,5 Mt/an à l'horizon 2030 s'il n'y a pas de renouvellement/extension/création de carrières.

Suite donnée aux recommandations de l'Ae : Le schéma régional des carrières soutient ainsi l'enjeu 2 de gestion durable et économe de la ressource (économie circulaire), avec des orientations (orientation 2.2 : assurer le plein emploi des matériaux de carrières, orientation 2.3 : développer l'utilisation des matériaux alternatifs issus du recyclage) et mesures associées. Il ne fixe pas d'objectifs chiffrés par manque de données sur le recyclage des déchets du BTP sur plusieurs années et par besoin de clarification et d'objectivation sur les chiffres, à partager avec les partenaires du plan régional de prévention et de gestion des déchets.

Pour définir plus précisément les actions à mettre en place, le COPIL SRC a décidé le lancement d'une étude début 2020 sur le recyclage des déchets du BTP avec les partenaires (Région Bretagne, Ademe, Cellule économique de Bretagne), prévue en sous-mesure 8-1 du SRC, qui devrait aboutir, en lien avec la mise en œuvre des objectifs du PRPGD, à des mesures incitatives et des indicateurs plus précis à mettre en place en Bretagne, afin de tendre dans un premier temps vers la moyenne nationale.